

Présentation du Compte d'Etat 2007

10 Avril 2008



www.geneve.ch/DF

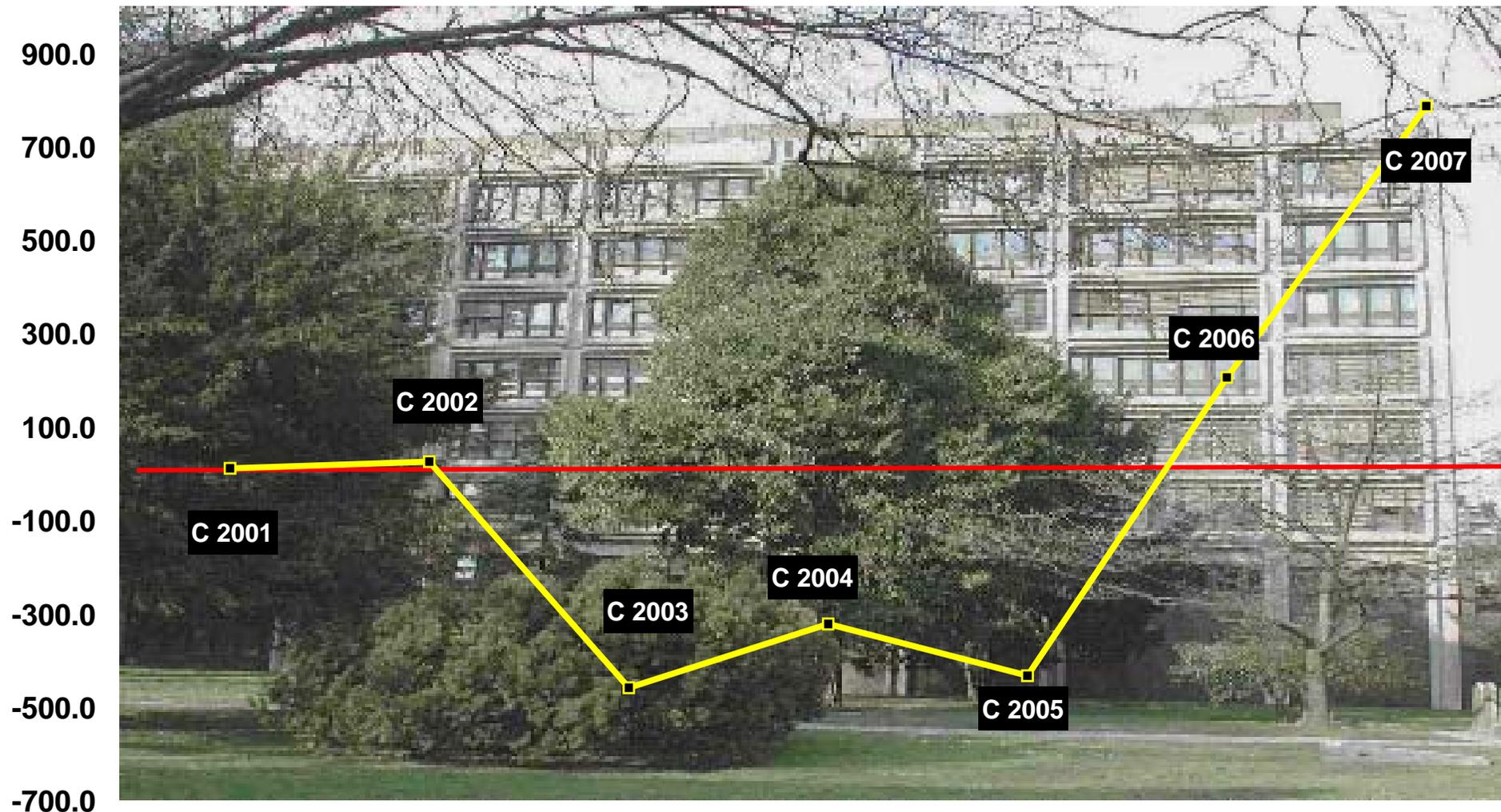
Excédent de revenus de 786 millions de francs

Il s'agit du meilleur résultat jamais réalisé par l'Etat de Genève, conséquence de quatre années de forte croissance économique et de la très bonne maîtrise des charges

Après résultat, un montant de 393 millions sera affecté à la réserve conjoncturelle

Évolution du résultat des comptes de fonctionnement courant de l'Etat de Genève de 2001 à 2007

(en millions de francs)

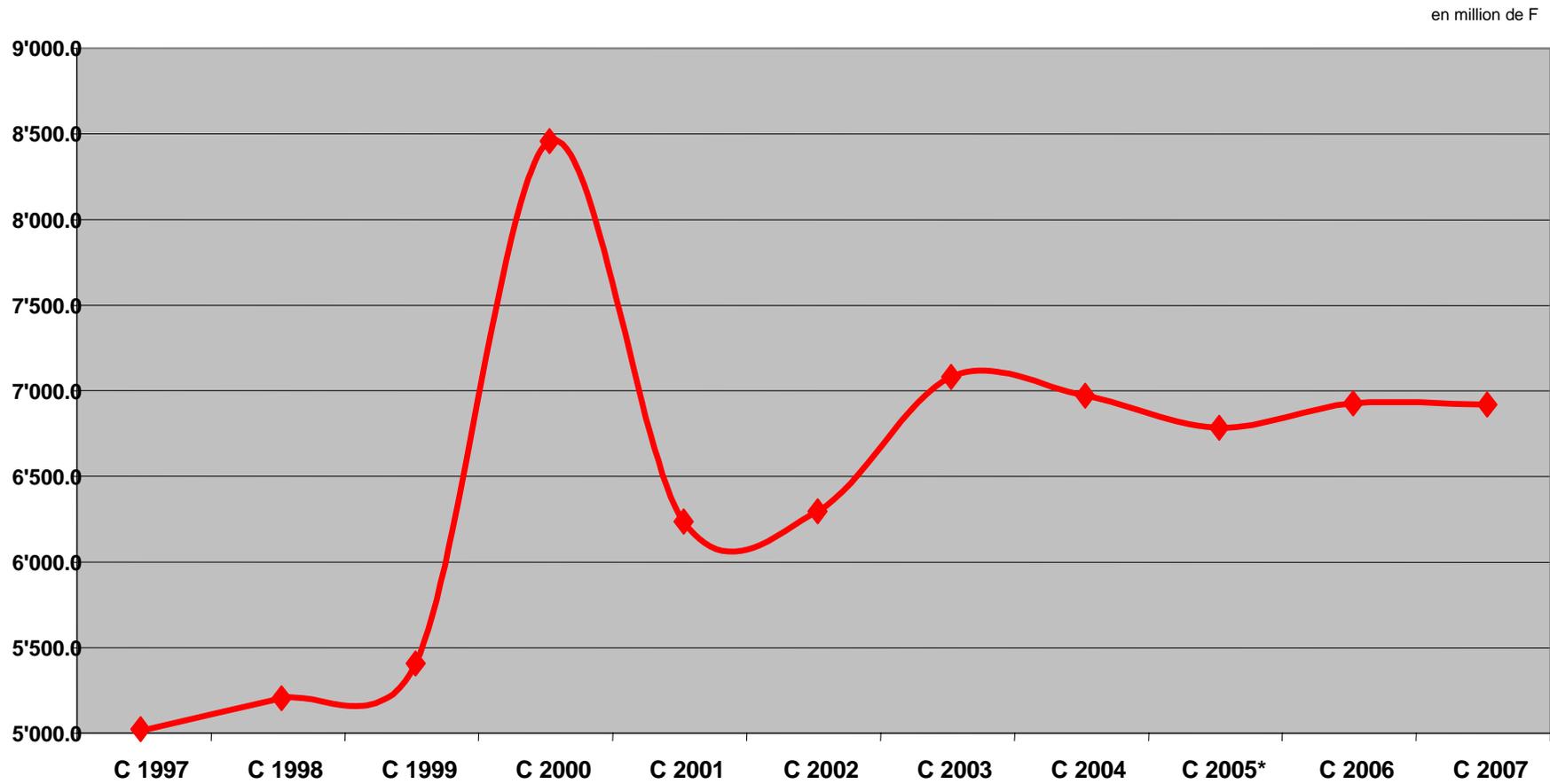


Plan de la présentation

- **Charges toujours bien maîtrisées**
- **Progression des investissements**
- **Vigueur inattendue de la croissance économique**
- **L'utilisation d'estimations fiscales affaiblit la capacité de pilotage**
- **Quelles perspectives après un résultat record ?**

Charges toujours bien maîtrisées

Evolution des charges de fonctionnement



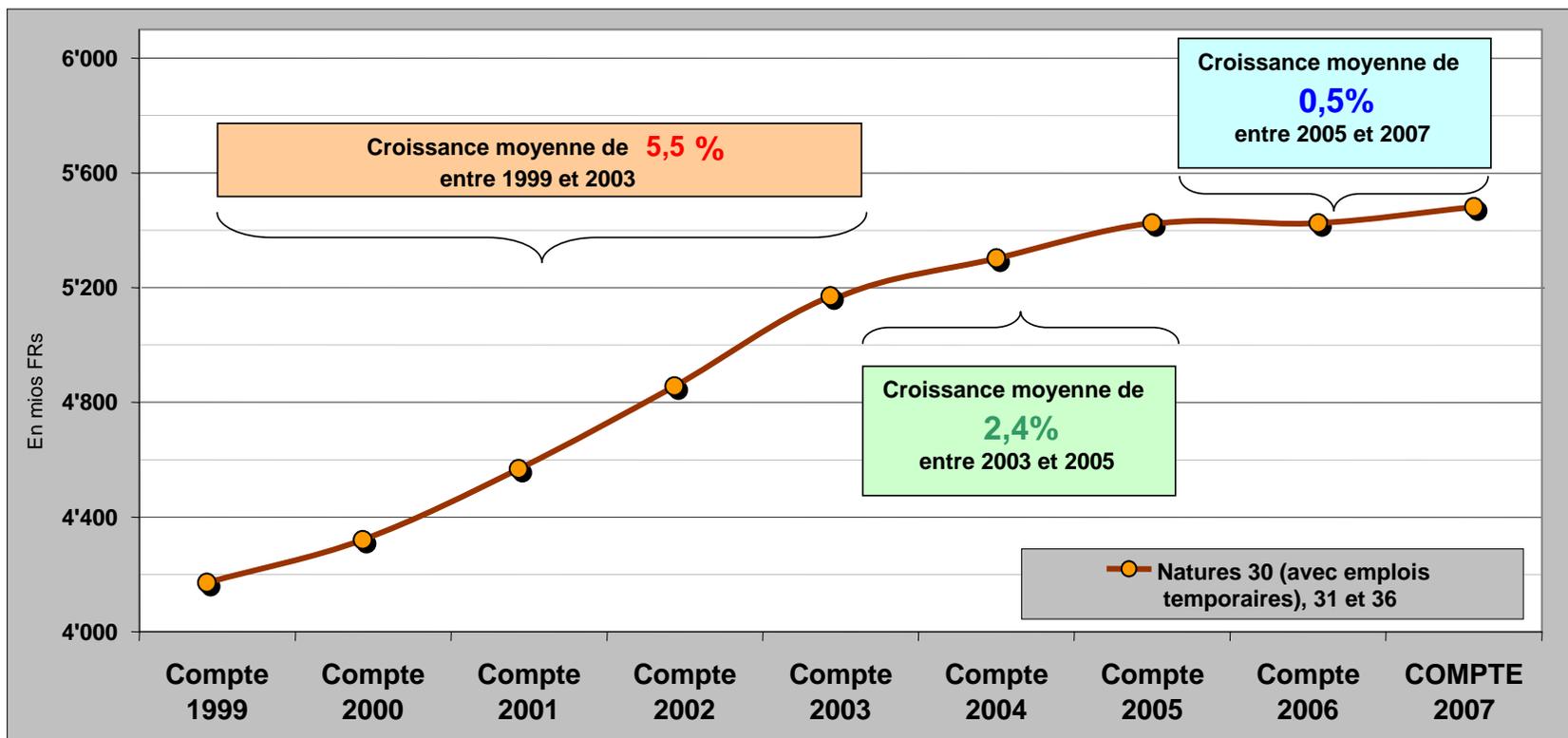
* C2005 hors charges extraordinaires

Principales charges

	B 2007	C 2007	C 2007 / B 2007	C 2007 / B 2007 (en %)
Charges de personnel	1'920.4	1'925.2	4.8	0.2%
Dépenses générales	460.1	419.5	-40.6	-8.8%
Subventions accordées	3'037.8	3'021.1	-16.7	-0.5%
Total	5'418.3	5'365.8	-52.5	-1.0%

VARIATION DES PRINCIPALES CHARGES ENTRE 1999 ET 2007 CHARGES DE PERSONNEL, EMPLOIS TEMPORAIRES, DÉPENSES GÉNÉRALES ET SUBVENTIONS

	B2007	C2007	C07-B07	C2007/B2007
Nature 30 (y.c. ET), 31 et 36	5'538.6	5'481.2	-57.4	-1.0%



Charges de personnel bien maîtrisées

Ecart budget 2007 - compte 2007: + 4,8 millions (+ 0,2%)

Absorption des principaux éléments non budgétés :

- Paiement des "rappels CIA" autorisé par la commission des finances:
+ 16 millions (paiement en une année plutôt que 5 ans pour économiser les intérêts)
- Paiement des heures supplémentaires de la police: **+ 7,3 millions**
- Réévaluations des enseignants du primaire autorisées par la commission des finances: **+ 3,5 millions**
- Indexation complémentaire de 0,2%: **+ 3,4 millions**

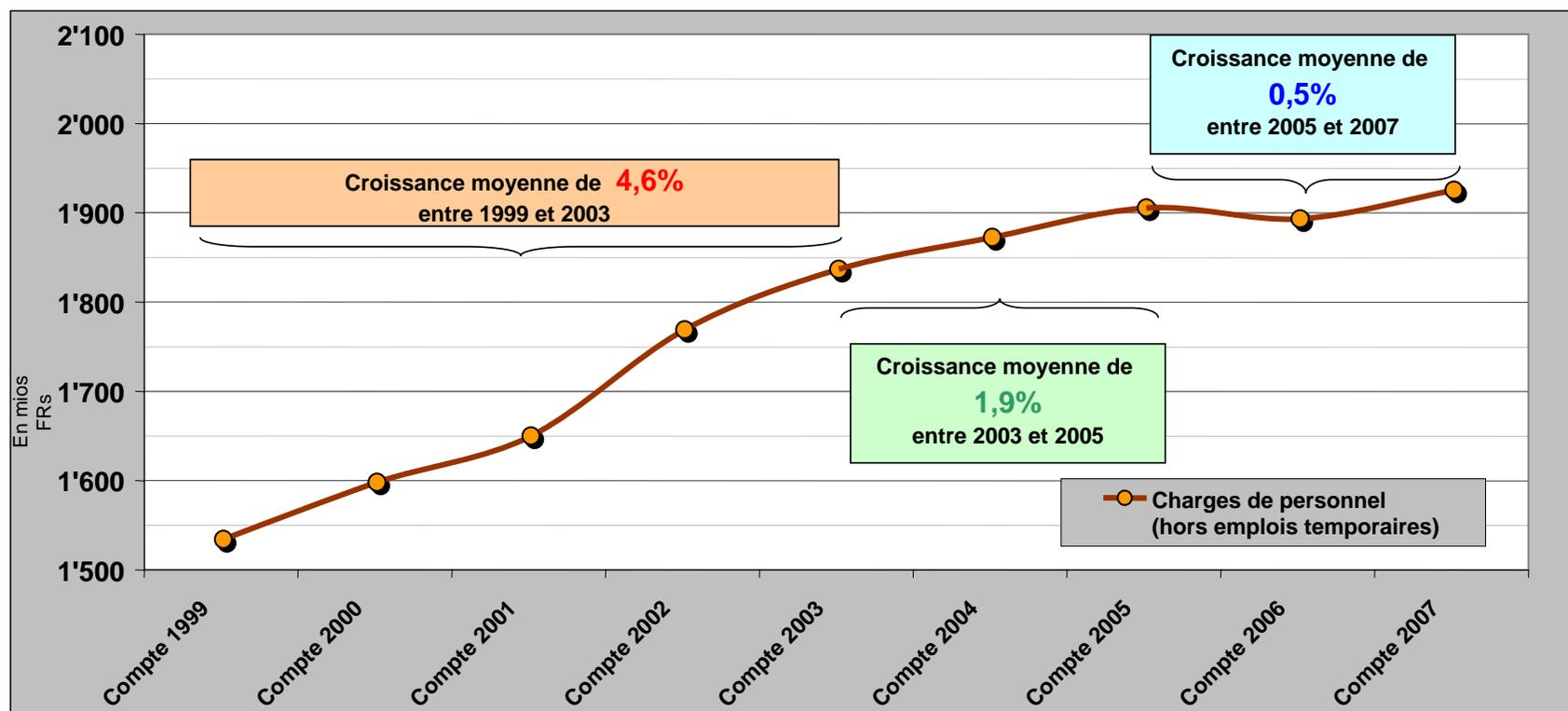
**Hors éléments non budgétés,
l'économie est de 30,4 millions**



POST TENEBRAS LUX

VARIATION DES CHARGES DE PERSONNEL (hors emplois temporaires) ENTRE 1999 ET 2007

	B2007	C2007	C07-B07	C2007/B2007
Charges de personnel	1'920.4	1'925.2	4.8	0.2%



Dépenses générales encore en forte baisse

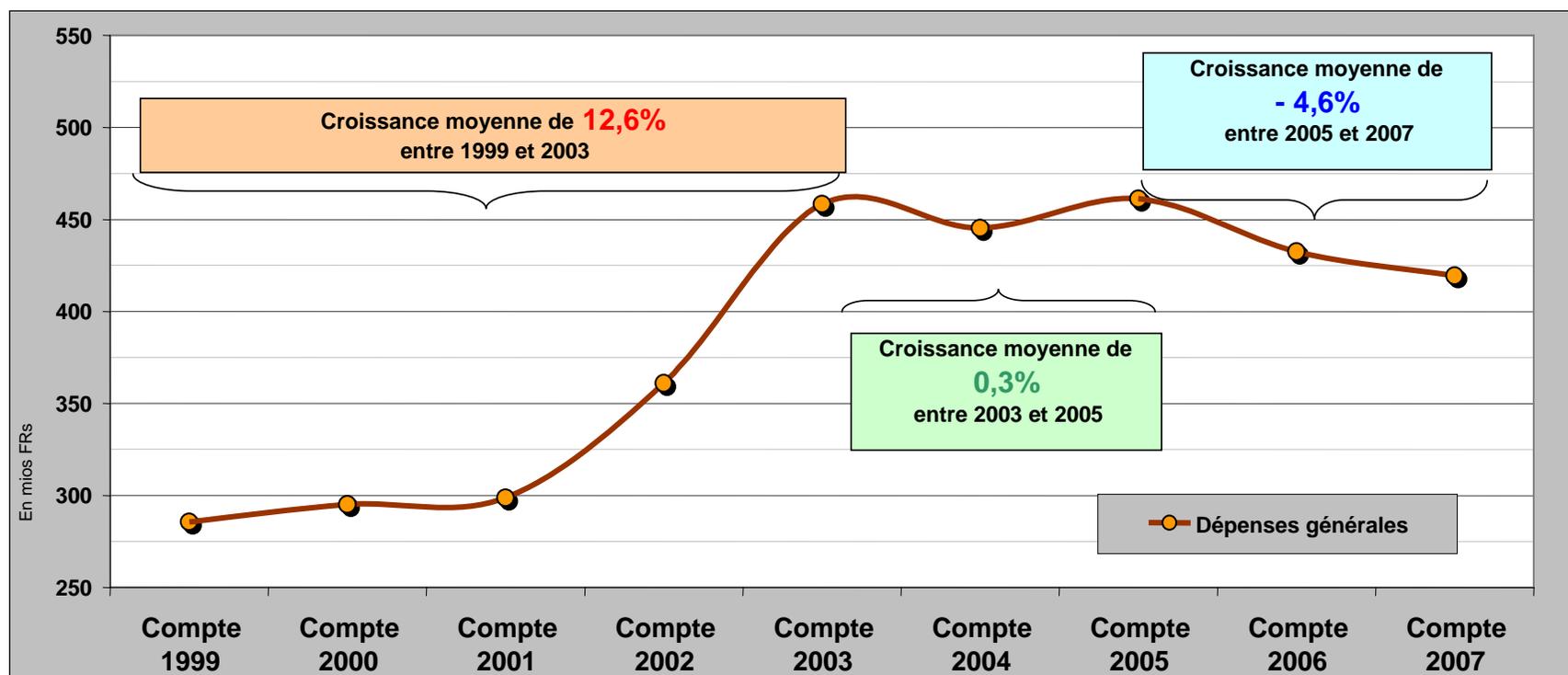
Ecart budget 2007 – compte 2007: - 40,7 millions (-8,8%)

- Honoraires et prestations de tiers : **-14,5 millions**
- Entretien des immeubles : **-8,9 millions**
- Loyers, fermages, redevances : **-5,3 millions**



VARIATION DES DEPENSES GENERALES ENTRE 1999 ET 2007

	B2007	C2007	C07-B07	C2007/B2007
Dépenses générales	460.1	419.5	-40.7	-8.8%

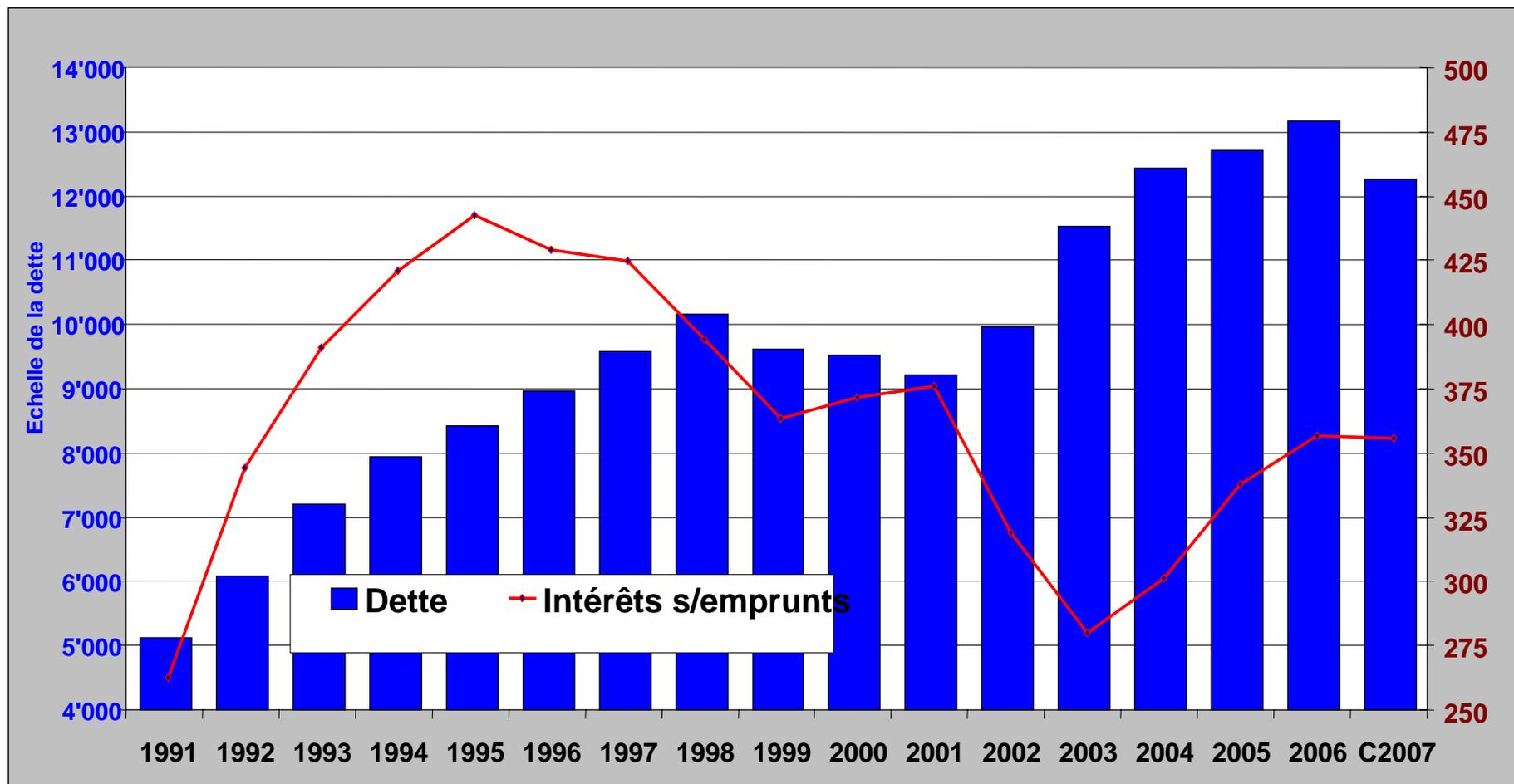


Intérêts de la dette légèrement supérieurs au budget

Ecart budget 2007 – compte 2007: +15.5 millions (+ 4,6%)

- Augmentation plus rapide que prévu des taux à court terme
- Report dans le temps des transferts d'actifs (référendum)

Evolution de la dette et des intérêts sur emprunts entre 1991 et 2007



Subventions inférieures au budget

Ecart budget 2007 – compte 2007: - 16,7 millions (- 0,5%)

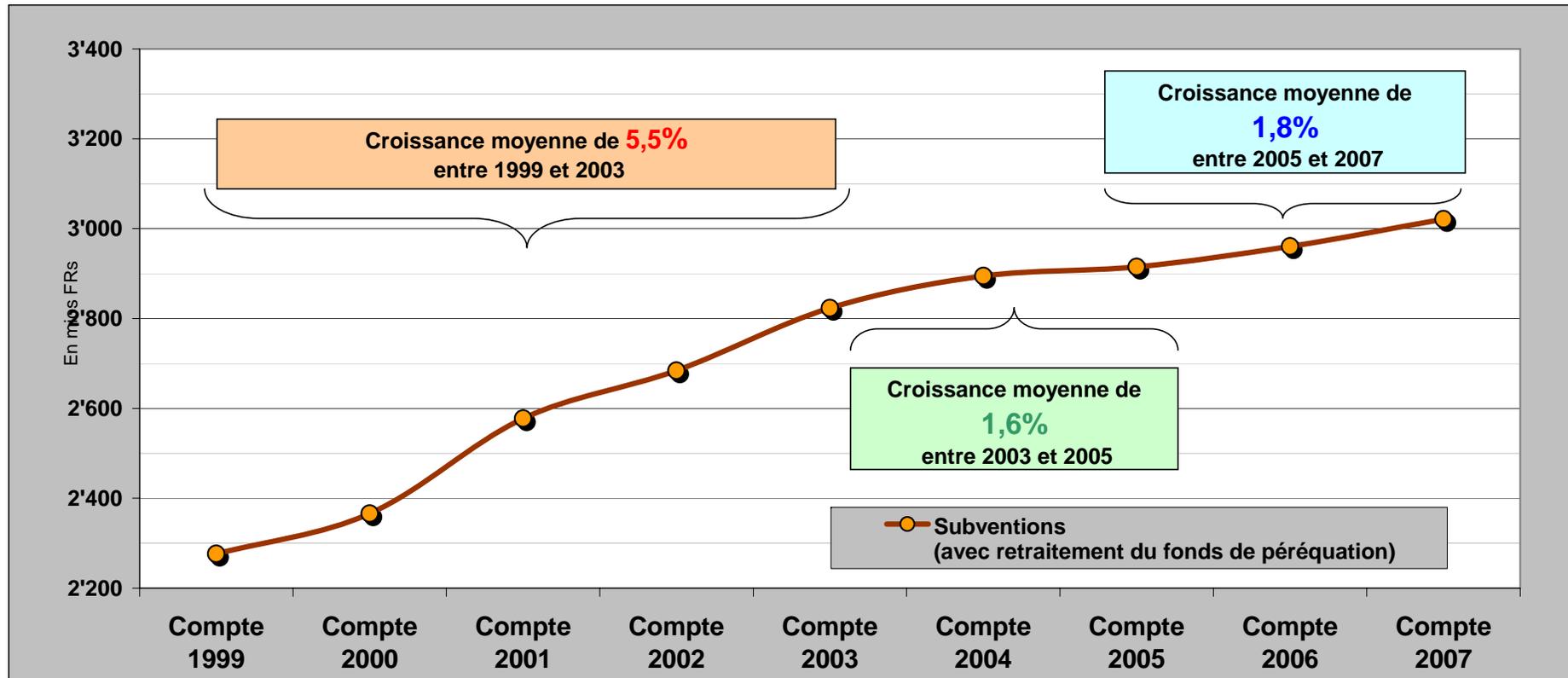
	B 2007	C 2007	C 2007 / B 2007	C 2007 / B 2007 (en %)
Indemnités	1'736.6	1'735.9	-0.7	0.0%
Aides financières	107.1	104.1	-3.0	-2.8%
Allocations à des personnes physiques	989.4	977.9	-11.5	-1.2%
Non soumises à la LIAF	204.6	203.1	-1.5	-0.7%
Total	3'037.8	3'021.1	-16.7	-0.5%

Absorption des principaux éléments non budgétés :

- Paiement des rappels CIA pour l'Université et les HES : **+ 9,2 millions**
- Indexation complémentaire de 0,2% : **+ 4,3 millions**

VARIATION DES SUBVENTIONS ENTRE 1999 ET 2007

	B2007	C2007	C07-B07	C2007/B2007
Subventions	3'037.8	3'021.1	-16.7	-0.5%



Amortissements, provisions et irrécouvrables

	B2007	C2007	C2007 / B2007	C2007 / B2007 <i>(en %)</i>
Amortissements du patrimoine administratif	281.8	281.8	0.1	0.0%
Provisions	79.3	317.6	238.3	300.5%
Créances irrécouvrables	61.9	130.1	68.2	110.3%

Provisions

Ecart budget 2007 – compte 2007: + 238,3 millions (+ 300,5%)

- Les dépassements indiquent une meilleure identification des risques et une amélioration des pratiques comptables :
 - Provisions pour débiteurs douteux AFC : **+ 99,6 millions**
 - Dotation supplémentaire à la provision pour les assurés-débiteurs de l'assurance maladie selon demande de l'ICF : **+53,6 millions**
 - Provisions pour heures supplémentaires de la police/prison : **+ 24,1 millions**
 - Provisions pour arriérés de paiements concernant la part cantonale AI liée à l'entrée en vigueur de la RPT : **+ 21,2 millions**
 - Provisions de l'Office cantonal des personnes âgées liées aux prestations complémentaires : **+ 19,5 millions**

Irrécouvrables

Ecart budget 2007 – compte 2007: + 68,2 millions (+ 110,3%)

- Le dépassement traduit les efforts d'amélioration de la gestion du contentieux à l'Administration fiscale et l'augmentation de la capacité de traitement des offices des poursuites et faillites

Fondation de valorisation des actifs de la BCGE

- En 2007, la Fondation a atteint 68 % du désengagement prévu, soit 507 millions sur les 750 budgétisés (l'écart correspond au report sur 2008 du rachat des immeubles par l'Etat et à 134 millions d'affaires déjà signées mais en cours de délai légal des PL).
- 52 millions de pertes enregistrées par rapport à un montant de 172 millions figurant au budget
- Stabilisation du taux de perte moyen à 39 % alors qu'initialement il avait été estimé à 53.3%
- 152 millions d'excédent de revenus des opérations de la Fondation de Valorisation (52 millions de pertes contre 204 millions de produits dont 72 millions de gain de revente et 132 millions de dissolutions de provisions)

Progression des investissements

Constats clés sur les investissements

Evolutions majeures par rapport à l'exercice précédent

- Croissance soutenue des dépenses, compensée par des recettes en très forte augmentation
- Renversement proportionnel entre investissements nouveaux et ceux consacrés au renouvellement du patrimoine, au profit des premiers
- Stabilisation des investissements « nets » et diminution des investissements « nets-nets » grâce aux transferts d'actifs



Dépenses & recettes d'investissements

	Comptes 2005	Comptes 2006	Budget 2007	Comptes 2007	Ecart comptes / budget 07	Ecart %
Dépenses d'investissements (hors imputations internes)						
Grands Travaux (GT)	161.1	190.7	448.0	360.6	-87.4	-19.5%
<i>RGI</i>	(-170)	(-149)	-225.0		225.0	
Loi budgétaire annuelle (LBA)	205.8	254.5	301.2	256.9	-44.3	-14.7%
Autres dépenses	12.6	8.7	7.9	6.8	-1.2	-14.7%
Total dépenses d'investissements (hors i.i.)	379.4	453.8	532.1	624.3	92.2	17.3%

Recettes d'investissements (hors imputations internes)						
Grands Travaux (GT)	16.0	15.5	5.3	12.4	7.0	131.3%
Loi budgétaire annuelle (LBA)	6.9	5.0	33.6	2.9	-30.8	-91.5%
Autres recettes	22.5	33.9	238.8	223.7	-15.1	-6.3%
Total recettes d'investissements (hors i.i.)	45.5	54.3	277.8	238.9	-38.9	-14.0%

en millions de francs



Investissements nets et nets-nets

	Comptes 2005	Comptes 2006	Budget 2007	Comptes 2007	Ecart comptes / Ecart % budget 07	
Investissements nets						
Total dépenses d'investissements (hors i.i.)	379.4	453.8	532.1	624.3	92.2	17.3%
Total recettes d'investissements (hors i.i.)	45.5	54.3	277.8	238.9	-38.9	-14.0%
Total investissements nets	333.9	399.5	254.3	385.4	131.1	51.6%

Investissements nets-nets						
Investissements nets autofinancés (DT)	-8.4	-18.0	-57.1	-57.9	-0.8	1.4%
Investissements nets non amortis	-10.0	-54.0	-74.5	-68.9	5.6	-7.5%
Total investissements nets-nets	315.5	327.5	122.7	258.6	135.9	110.8%

en millions de francs



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

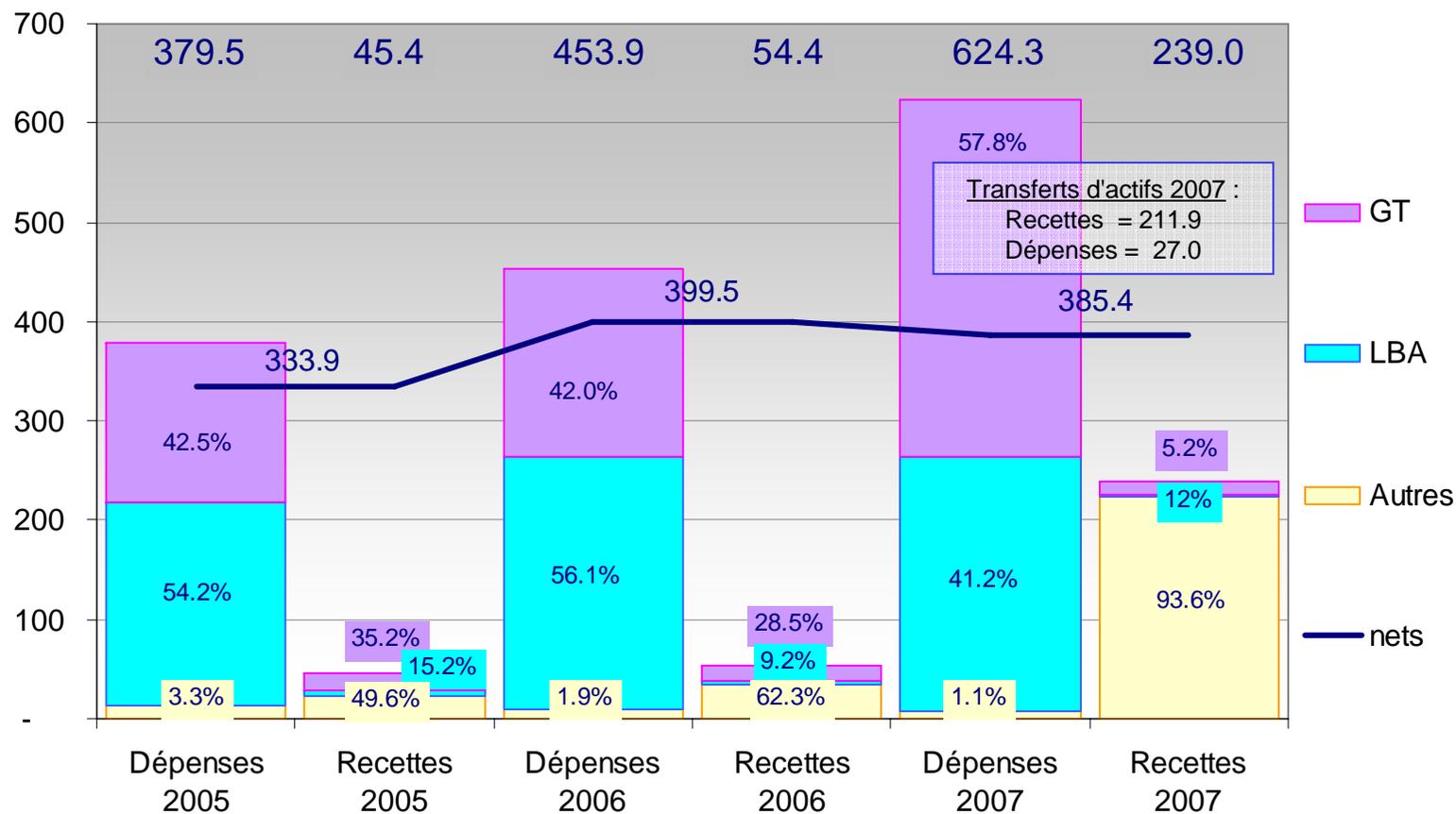
POST TENEBRAS LUX

Présentation du Compte d'Etat 2007

24

www.Geneve.ch

Evolution des dépenses, recettes et investissements nets



En % et en millions de francs / y compris transferts d'actifs et autofinancés



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

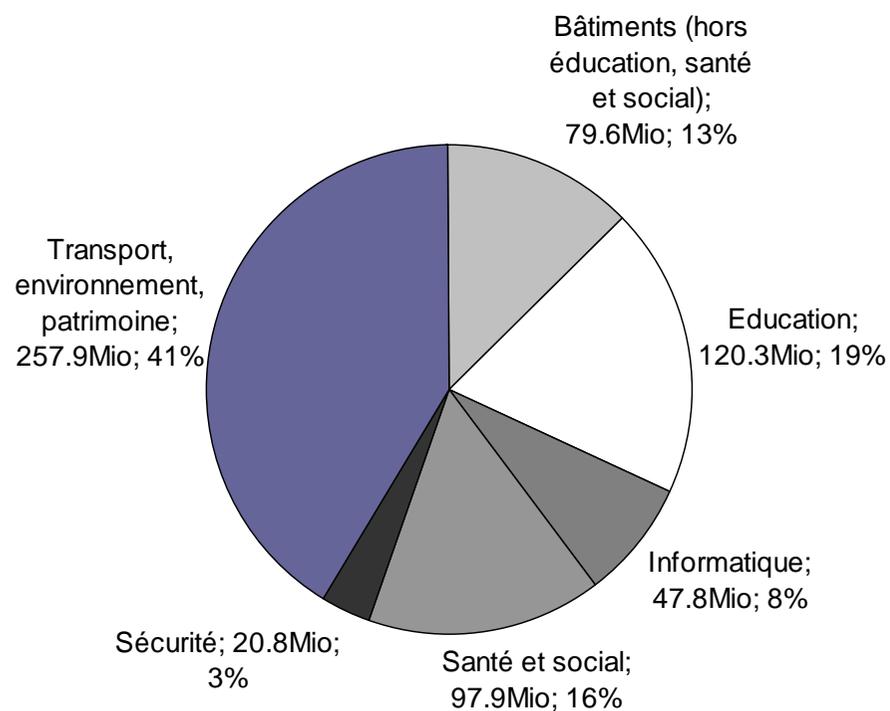
POST TENEBRAS LUX

Présentation du Compte d'Etat 2007

25

www.Geneve.ch

Répartition thématique



Total des dépenses : 624,3 millions

Principales dépenses (en millions de francs) :

GT

CEVA	61.2
STEP du Bois de Bay	31.2
Constructions D'EMS	22.9
Projets informatiques (CTI + DF)	19.6
PO Aimée Stitelman	19.5
CO Seymaz	18.6
Nouvelle structure de détention	13.0
Collège Sismondi	10.8
CO Cayla	11.7

LBA

Travaux relatifs au réseau de trams	54.0
Maintenance et rénovation des bâtiments	45.7
Dotations en faveur du logement	43.2
Renouvellement et achat de matériel et logiciels informatiques	26.8
Travaux de génie civil relatifs à l'entretien du réseau routier	24.8
Augmentation du capital de dotation des TPG	24.0



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Présentation du Compte d'Etat 2007

26

www.Geneve.ch

Principaux projets de loi votés

montant total voté

Crédits de programme 2008-2010	827.1
LUP - achats et dotations	300.0
CMU - 5e étape - construction	193.5
Environnement - regroup. services - construction	54.1
Polycom	31.3
EMS - construction EMS Butini	23.4

1'429.4

Principaux projets démarrés

dépenses 2007

LUP - achats et dotations	30.0
EMS - construction EMS Butini	2.9
CO Drize-construction	5.4
CMU - 5e étape - construction	1.1

39.4

Principaux projets terminés

dépenses 2007

CO Montbrillant + villa Coray	50.1
Pavillons école romande de pharmacie	22.6

72.7

(en millions de francs)



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Présentation du Compte d'Etat 2007

27

www.Geneve.ch

Mesures et perspectives

- Disparition LBA & GT au profit des crédits de programmes (investissements liés) et des crédits d'ouvrage (nouveaux investissements)
- Changement de plan de comptes (NMC vers MCH2)
- Répartition/réduction de la RGI (réduction globale des investissements)
- Création d'une commission de priorisation des investissements (COPIN)
- Élaboration d'un plan décennal des investissements

➤ Maîtrise à court, moyen et long termes des investissements

Vigueur inattendue de la croissance économique

Vigueur inattendue de la croissance économique

- Lors de l'élaboration du budget 2007, le scénario retenu était celui d'un "atterrissage en douceur"
- En réalité, la croissance est demeurée très soutenue
- Contre toute attente, le PIB de la Suisse a enregistré au 4^e trimestre 2007 son plus fort taux de croissance depuis début 2004
- A Genève, l'année 2007 a permis d'enregistrer des records dans de nombreux domaines

Indicateurs économiques

Evolution du SMI et du SPI

Indice SMI (30 juin 1988 = 1 500)
Indice SPI (1^{er} juin 1987 = 1 000)

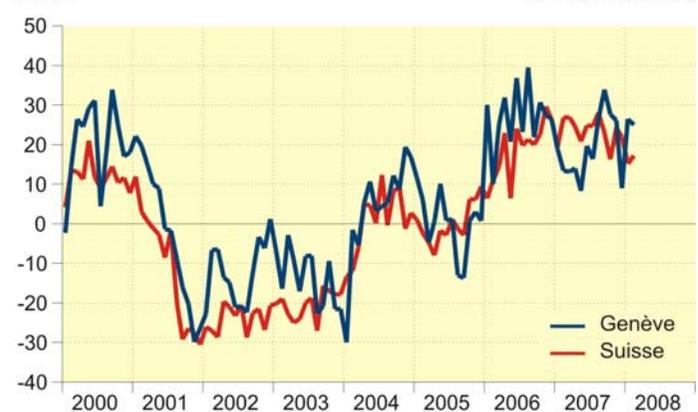
Données mensuelles



Indicateur synthétique de la marche des affaires dans l'industrie

Solde

Chiffres mensuels

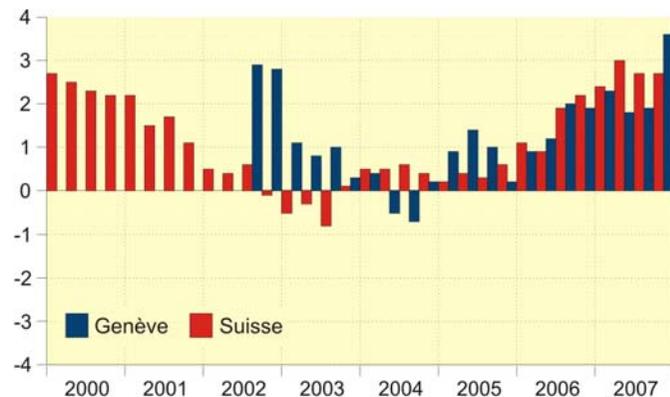


Source : Centre de recherches conjoncturelles (KOF - EPFZ) / OCSTAT

Variation annuelle du nombre d'emplois¹

En %

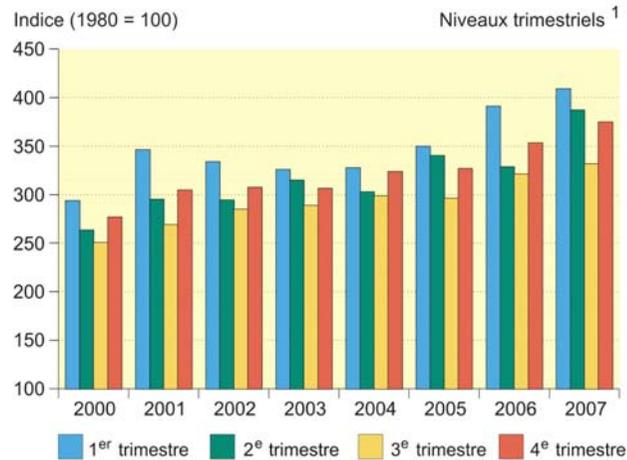
En fin de trimestre



¹ Emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire (sans le secteur public international ni les services domestiques).

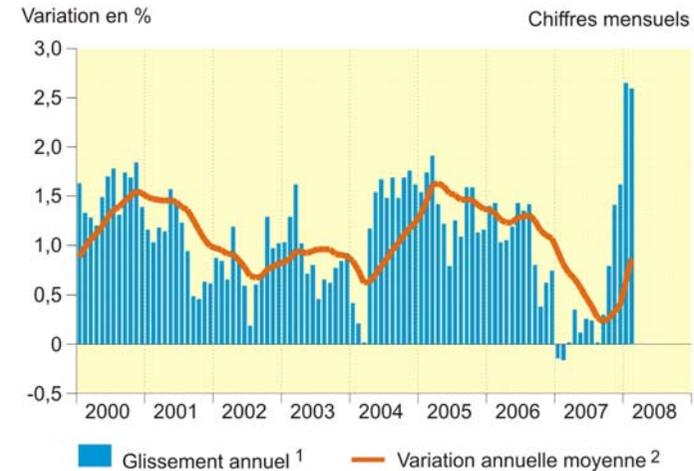
Indicateurs économiques

Masse salariale versée dans le canton de Genève



¹ L'indice du 1^{er} trimestre de chaque année enregistre entre autres les versements des primes de fin d'année.
Rupture de série entre 2000 et 2001 après ajustements dus à des changements de réglementation.

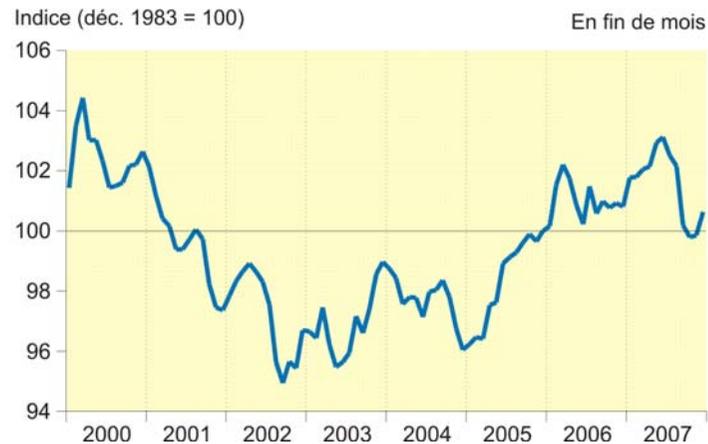
Indice genevois des prix à la consommation



¹ Rapport entre l'indice d'un mois d'une année et l'indice du même mois de l'année précédente.

² Rapport entre la moyenne des indices des douze derniers mois et la moyenne des indices des douze mois qui les précèdent.

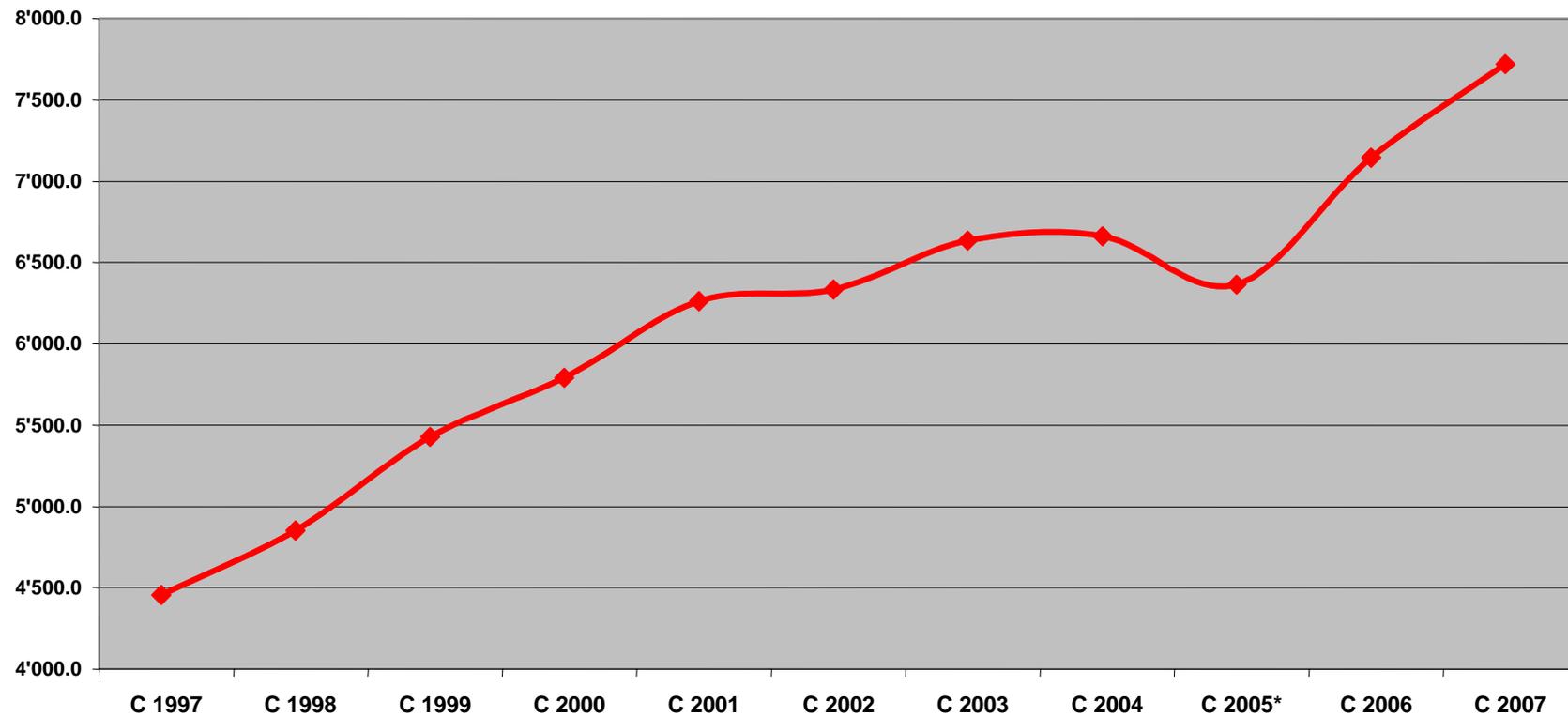
Indicateur avancé LEA-PICTET-OCSTAT de l'économie genevoise



Croissance spectaculaire des recettes fiscales

Evolution des revenus de fonctionnement

en million de F



* C2005 hors revenus extraordinaires

Progression des recettes non fiscales

Ecart positif de **245 millions** par rapport au budget 2007, dont:

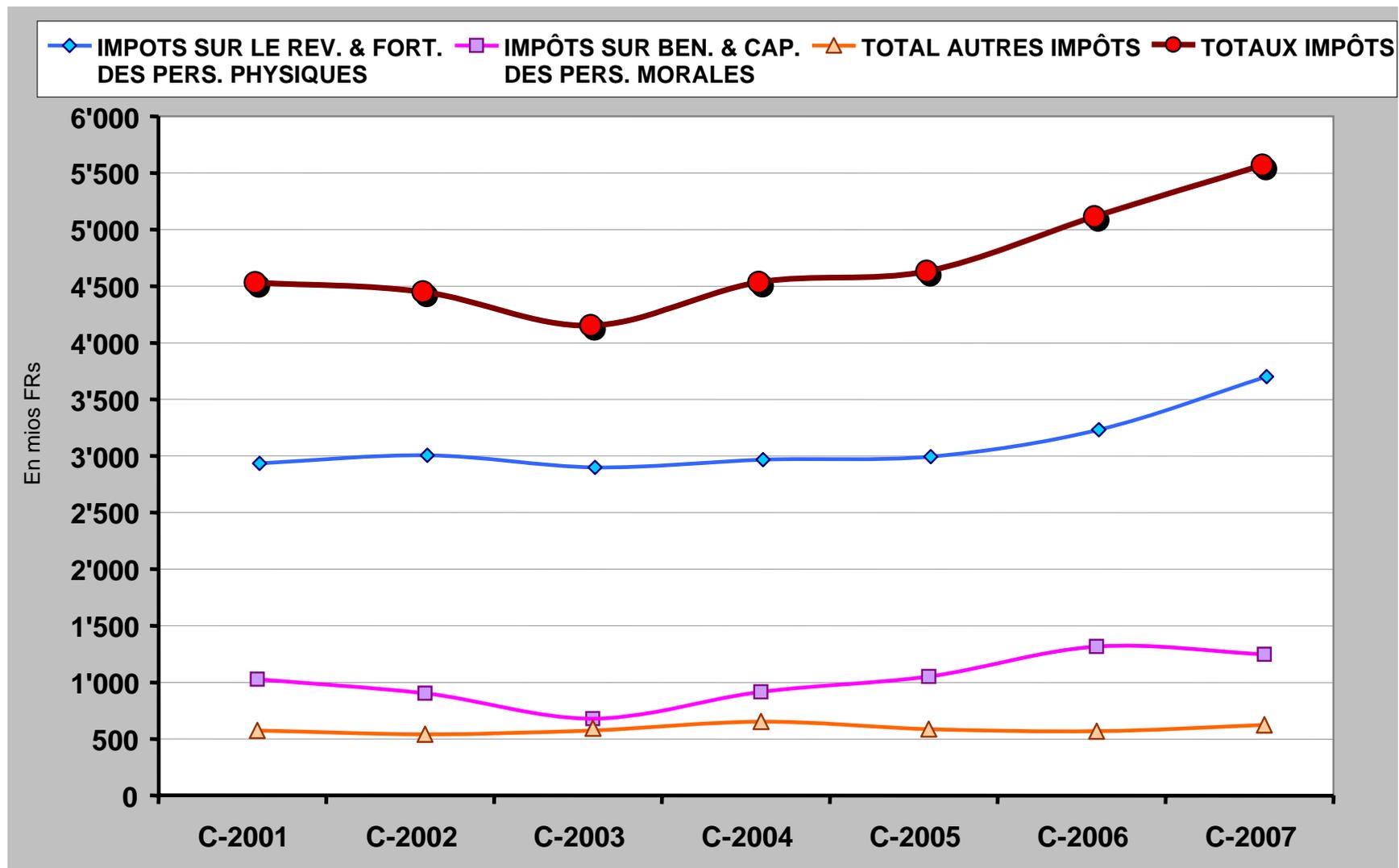
• Patentes et concessions	-0,9 million	(-6.5%)
• Revenus des biens	+72 millions	(+29.5%)
• Recettes diverses	+147,7 millions	(+20%)
• Parts à des recettes sans affectation (hors IFD)	+11,5 millions	(+11.6%)
• Dédommagements de collectivités publiques	+13 millions	(+9.1%)
• Subventions acquises	+7,2 millions	(+3.6%)
• Prélèvements sur financements spéciaux	-5,1 millions	(-39.5%)



Croissance spectaculaire des recettes fiscales

- La vigueur de la phase haussière de la conjoncture engendre une **augmentation extraordinairement élevée de l'ensemble des recettes fiscales**
- Les impôts cantonaux augmentent de **455 millions**, soit presque 9%, par rapport aux comptes 2006 et de **755 millions** par rapport au budget
- La part cantonale à l'IFD progresse de **106 millions**, ou 38%, par rapport aux comptes 2006 et de **158 millions**, ou 69 %, par rapport au budget

Impôts de 2001 à 2007



Impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques

Ecart positif de **480,7 millions** par rapport au budget 2007, dont:

- 132,7 millions relatifs à l'impôt PP et 151,0 millions attribuables à l'impôt source
- **Correctif de 209,2 millions** sur les estimations contenues dans les comptes des années antérieures, dont 199,8 millions ont trait à 2005 et 2006 (sous-estimation)
- Reliquat (rectifications de taxations), IPC, amendes:
-12,2 millions

Impôts sur le bénéfice et le capital des personnes morales

Ecart positif de **179,9 millions** par rapport au budget 2007, dont:

- 91,4 millions relatifs à l'impôt courant
- **Correctif de 73,4 millions**, essentiellement sur l'année fiscale 2006 (sous-estimation)
- Reliquat (rectifications de taxation) et amendes, écart de 15,1 millions

Impôt fédéral direct (IFD)

Ecart positif de **157,7 millions** par rapport au budget 2007, dont:

- 66,9 millions relatifs à l'impôt courant
- **Correctif de 68,2 millions**, essentiellement sur l'année fiscale 2006 (sous-estimation)
- Autres, écart de 22,6 millions

Attention à l'effet en "trompe-l'œil" dû aux correctifs sur les années fiscales antérieures

- Impôts Personnes Morales 73,4 millions
- Impôts Personnes Physiques 209,2 millions
- Impôts fonciers 28,5 millions
- Part cantonale à l'IFD 68,2 millions

Total des correctifs 379,3 millions



POST TENEBRAS LUX

La marge de manœuvre de l'Etat

- Compte tenu de ces éléments, la marge de manœuvre réelle de l'Etat est un peu supérieure à **400 millions**
- Après quatre ans de bonne conjoncture et de discipline au niveau des dépenses, le retour à l'équilibre des finances publiques a pris un tour **structurel**
- Cela ouvre de **nouvelles perspectives** à moyen terme, au-delà des cycles conjoncturels

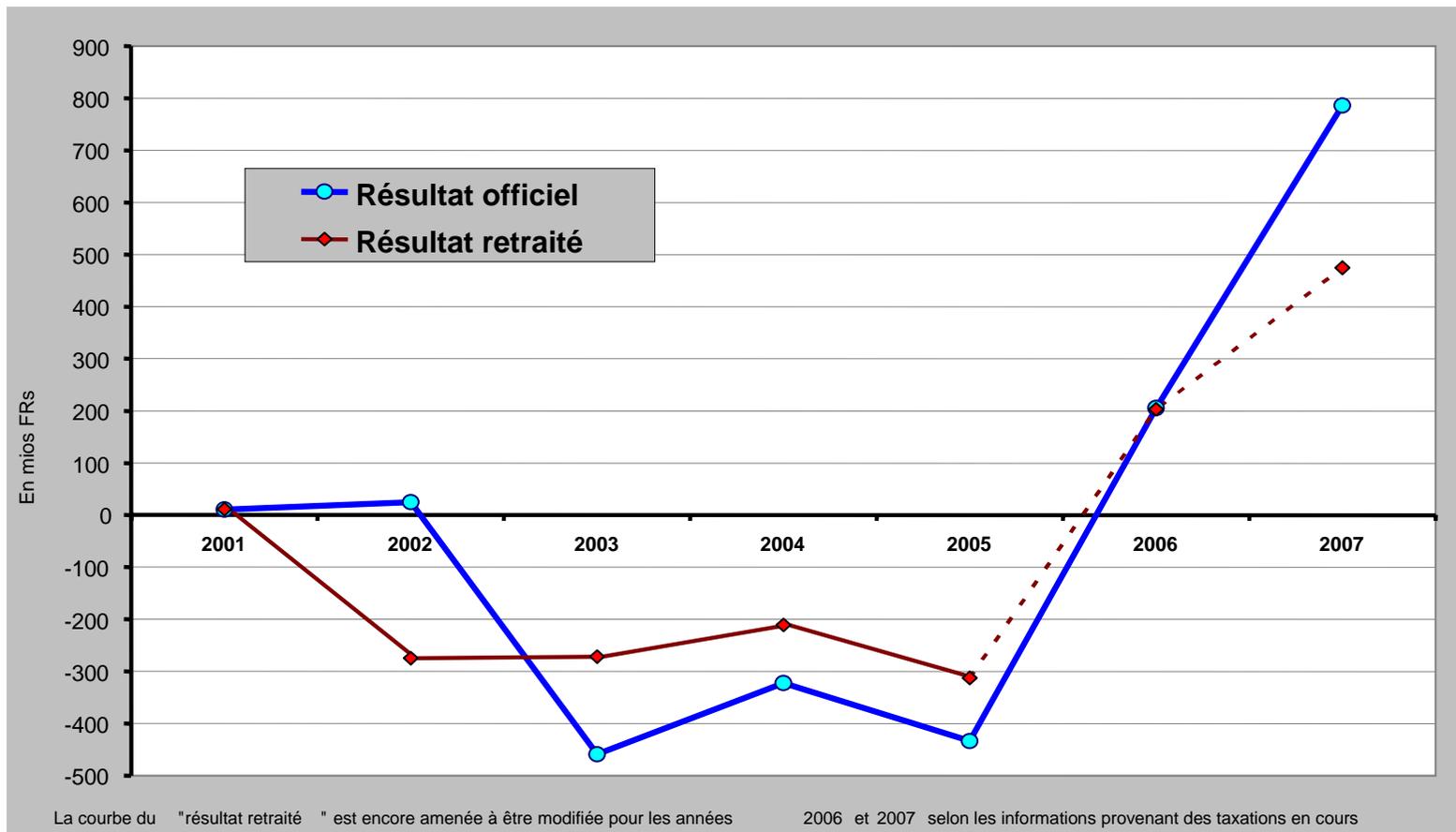
L'utilisation d'estimations fiscales affaiblit la capacité de pilotage

L'utilisation d'estimations fiscales affaiblit la capacité de pilotage

- Le pilotage financier de l'Etat repose sur des bases incertaines
- Des **écarts substantiels** par rapport aux évaluations contenues dans les comptes peuvent poser un **véritable problème politique**
- Ces écarts sont d'autant plus grands à l'égard des budgets
- Le **risque de surévaluation des recettes** est important lorsque le cycle conjoncturel s'inverse



Le retraitement effectué sur les exercices concerne les correctifs des impôts cantonaux des personnes physiques, des personnes morales et les impôts fonciers



Quelles perspectives après un résultat record ?

Premier plan de mesures du Conseil d'Etat 30 mars 2006

*"L'augmentation des charges
est plafonnée à 2% lorsque l'autofinancement
des investissements est garanti."*

Revenir à un taux usuel de croissance des charges

- La marge de manœuvre doit être préservée pour que notre canton soit en mesure de traverser le ralentissement qui s'annonce, sans retomber dans les chiffres rouges
- L'autofinancement des investissements est réalisé pour la 2^e année consécutive. Il est temps de revenir à une croissance des charges plus raisonnable, tout en demeurant maîtrisée, soit **+ 2%** (hors effets RPT et IPSAS)
- Ce taux permet de normaliser les relations avec le personnel de l'Etat en appliquant les mécanismes salariaux et en indexant les salaires

Appliquer le principe "renoncer pour innover"

- Après une période de quatre ans où il a surtout été question de "renoncer", il est temps d'utiliser prudemment la marge de manœuvre pour innover
- Le Conseil d'Etat se fixe **quatre axes d'action** prioritaires:
 - **Améliorer les conditions de vie des familles**
 - **Accompagner le développement économique régional**
 - **Relever le défi du vieillissement de la population**
 - **Poursuivre les réformes indispensables et urgentes de l'Etat**

Les quatre axes de l'action à mener

1. Améliorer la situation des familles

- En finir avec l'injustice dont sont victimes les couples mariés, par le **splitting fiscal** ou une solution équivalente
- Augmenter les **déductions autorisées pour les enfants**
- Mieux prendre en compte les **frais de garde** pour la classe moyenne

Les quatre axes de l'action à mener

2. Accompagner le développement régional

- Accroître le volume des **investissements**, pour développer les infrastructures nécessaires à l'essor de la région
- Octroyer des **ressources** supplémentaires aux services chargés de mener à bien la réalisation des nouveaux quartiers d'habitation et du projet Praille-Acacias-Vernets
- Introduire un **correctif de l'imposition de la fortune**, domaine dans lequel la fiscalité genevoise est parmi les plus lourdes
- Renforcer la société de la **connaissance** (recherche, formation, culture) et de la **conscience** (Genève internationale, grandes manifestations)

Les quatre axes de l'action à mener

3. Relever le défi du vieillissement

- Dans le cadre d'une croissance des charges plafonnée à 2%, faire face aux **besoins liés au vieillissement** (ouverture de nouvelles structure, prestations complémentaires AVS)
- Taxer de manière égale les **revenus des rentiers et des salariés**
- Diminuer le **taux d'imposition sur les premières tranches** du barème, pour éviter des conséquences trop lourdes pour les retraités modestes

Les quatre axes de l'action à mener

4. Entreprendre les réformes urgentes pour l'Etat

- Faire entrer l'Etat dans l'ère de la "cyberadministration"
- Mener à bien les grands chantiers que sont la réforme du **cycle d'orientation** ou la **réorganisation de la police**
- Financer la **mise à niveau du système de rémunération** du personnel de l'Etat, avec le remplacement de la désuète prime de fidélité par un **13^e salaire** versé dès l'engagement
- **Renforcer l'action publique** dans certains domaines stratégiques en dégagant des postes nouveaux de façon ciblée

Les quatre axes de l'action à mener

- Afin de poursuivre la politique volontariste de réduction de la dette, le coût total des baisses fiscales ne devra pas dépasser **150 millions de francs**, échelonnés sur 2009 et 2010
- Si l'on souhaite ouvrir d'autres chantiers innovants ou prendre des mesures plus importantes en faveur de la compétitivité fiscale de notre canton, il conviendra **d'attendre le retour d'une phase de haute conjoncture**

Merci de votre attention

QUESTIONS...